

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1 AVRIL 2021

Délibération n° 2021-030- DC

<p>Date d'affichage : Le 8 avril 2021</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 63 Excusé(s) : 8 Dont représenté(s) : 6 Absent(s) : 10</p> <p>Nombre de votants : 69 -----</p> <p>Secrétaires de séance : Jacqueline TARDIVEL - Grégory PIERRE</p>	<p>Le premier avril deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre mars deux mille vingt et un.</p> <p>Présents : (63) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERON, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Patricia VILLARME.</p> <p>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</p> <p>Excusés : (8) Pierre de BOUTRAY, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Didier HUCHEDÉ, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : (6) Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Isabelle DEVAUX, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE.</p> <p>Absents : (10) Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Emmanuel BRAULT, Marie-Luce DURAND, Dominique GACHET, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU</p>
--	--

CONTRAT DE QUASI-RÉGIE POUR L'EXPLOITATION ET L'ANIMATION DU SERVICE DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AVENANT N°1

Par contrat en date du 26 décembre 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) a confié la gestion du service Déchets à la SPL Saumur Agglopropreté, à compter du 1er janvier 2020 et ce, pour une durée de 5 ans. Le Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public de gestion des déchets définit les modalités d'exécution de la prestation.

Il est proposé de modifier par avenant les éléments suivants :

I. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

L'article 278-0 bis du Code Général des Impôts prévoit que la TVA sera perçue au taux réduit de 5,5% pour :
« M. - Les prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets des ménages et des autres déchets que les collectivités mentionnées à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières, ainsi que les prestations de services qui concourent au bon déroulement de ces opérations ».

Par ailleurs, selon l'article 279 du Code Général des Impôts, la TVA sera perçue au taux réduit de 10% pour :
« h. Lorsqu'elles ne relèvent pas du taux réduit prévu au M de l'article 278-0 bis, les prestations de collecte et de traitement des déchets des ménages et des autres déchets que les collectivités mentionnées à l'article L. 2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières, ainsi que les prestations de services qui concourent au bon déroulement de ces opérations ».

Ainsi, il est proposé d'appliquer la TVA à 5,5 % sur toutes les prestations concernées par l'article 278-0 bis du CGI à compter du 1er janvier 2021, conformément au Code Général des Impôts. Ces prestations seront détaillées et mises à jour annuellement par courrier en lien avec la SPL Saumur Agglopropreté.

L'article 10.4.3 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée – du contrat est ainsi modifié.

II. Communication sur la gestion des déchets

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-030-DC-A-DE
Date de réception en préfecture : 07/04/2021

Dans le cadre d'une démarche globale, les élus de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ont souhaité reprendre l'organisation de la communication en matière de gestion des déchets. Toutefois les actions de relation usager, d'animation et de sensibilisation sont conservées dans le cadre du présent contrat.

L'article 1.5.2 – Prestations à réaliser par la SPL Saumur Agglopropreté – est ainsi modifié :

Relations aux usagers et sensibilisation	Relations aux usagers, animations scolaires et tout public, sensibilisation
---	---

La mission de communication sur la gestion des déchets est répartie de la façon suivante :

L'ensemble des actions de communication, hors relations usagers, animation et sensibilisation, relève de la Communauté d'Agglomération et sera réalisé par le service Communication de la CASVL. Il s'agit des opérations liées aux aspects institutionnels du service (grandes orientations politiques tels que changements tarifaires, exercice de la compétence ...) mais aussi des opérations de communication opérationnelle (administration du site internet, réseaux sociaux, création, impression et diffusion des documents d'information et des outils de communication divers).

Les actions liées aux relations usager, à l'animation et la sensibilisation des publics relèvent de la responsabilité de la SPL Saumur Agglopropreté. Il s'agit d'une part de communiquer auprès des usagers du service pour informer des modalités de service (permanence téléphonique, accueil physique, diffusion des outils de communication, communication orale de proximité...). D'autre part, la SPL Saumur Agglopropreté est chargée des actions d'animation et de sensibilisation des publics (animations scolaires, animations grand public (stand, marchés...), visite de sites de gestion des déchets...).

La SPL Saumur Agglopropreté est également le relais de la communication initiée par la CASVL.

Le plan de communication annuel sera proposé par le service Communication de la CASVL suite à un travail préalable qui sera réalisé avec la SPL Saumur Agglopropreté et en cohérence avec les enjeux qui auront été identifiés pour l'année concernée.

L'ensemble de ces éléments viennent modifier le Chapitre 6 – Prestations de communication, de sensibilisation et de prévention.

Enfin, il y a lieu de retirer le coût lié à la prestation de communication de la répartition du forfait détaillé à l'article 10.1.2 – Rémunération de la SPL Saumur Agglopropreté. Le montant correspondant à la prestation de communication est de 79 000 € HT.

La modification du contrat engendre une réduction du forfait annuel qui passe ainsi de 7 000 000 € HT à 6 921 000 € HT par an.

Pour l'année 2021, la rémunération forfaitaire est ajustée pour prendre en compte les dépenses de communication réalisées par la SPL Saumur Agglopropreté en début d'année (salaire de chargé de communication, impression et distribution de documents...). Le montant de ces dépenses est de 31 780 € HT. La rémunération forfaitaire initiale pour l'année 2021 est donc de 6 952 780 € HT.

L'avenant n°1 prendra effet à compter du 1er mai 2021.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public de gestion des déchets conclu avec la SPL Saumur Agglopropreté à compter du 1er janvier 2020 et ce, pour une durée de 5 ans ;

Vu l'évolution du Code Général des Impôts et notamment les articles 278-0 bis et 279 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-030-DC-A-DE
Date de réception en préfecture : 07/04/2021

Vu l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Economie circulaire » en date du 25 mars 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le contrat pour prendre en compte l'évolution de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée et les modifications apportées à la prestation de communication ;

Considérant le souhait de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de reprendre l'organisation de la communication en matière de gestion des déchets ;

Considérant qu'il y a lieu de retirer la prestation de communication et son coût du forfait annuel ;

Considérant que pour l'année 2021, la SPL Saumur Agglopropreté a déjà engagé des actions de communication dont le coût ne doit pas être retiré du forfait ;

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 au Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public de gestion des déchets qui prendra effet à compter du 1er mai 2021 et qui porte le montant du forfait annuel de 7 000 000 € HT à 6 921 000 € HT par an, sauf pour l'année 2021 où la rémunération forfaitaire est de 6 952 780 € HT ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à signer l'avenant n°1 au Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public de gestion des déchets et tout acte s'y rapportant ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Pour Extraire Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7. Finances locales	7.10 Divers
-------------------	---------------------	-------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »